

# Le Socialisme

Directeur : **JULÈS GUESDE**

PARAIT LE SAMEDI

HUIT PAGES

LE NUMÉRO : 10 centimes

BUREAUX : 15, rue Visconti, Paris VI<sup>e</sup>, de 5 h. à 7 h.

ABONNEMENTS

Trois mois, 1.25 — Six mois, 2.50 — Un an 5 fr.  
ÉTRANGER : Six mois, 3.50 — Un an, 7 fr.

## SOMMAIRE

*Les Deux Radicalismes.* — CH. BONNIER.  
*Nos Suppléments.*  
*Persécutions.* — CH. VERECQUE.  
*Le Vrai Bloc.* — CH. D.  
*L'organisation de la société de demain.* — CH. RAPPOPORT.  
*Petits profits capitalistes.*  
*Le socialisme et les petits producteurs.* — CH. DUMAS.  
*Au jour le jour.* — P. GRADOS.  
*Théorie et pratique du syndicalisme révolutionnaire.* — P.-M.-ANDRÉ.  
*Le Mouvement international.* — CH. R.  
*Les vigneron de Bretagne.* — CH. BRUNELIÈRE.  
*Les retraites ouvrières et paysannes par le monopole des assurances.* — VINCENT CARLIER  
*Action sociale à l'intérieur et à l'extérieur.*  
*Statistiques.*  
*La presse socialiste.*  
*Feuilleton : Pages d'histoire, La Commune.* — JULÈS GUESDE.

## Les deux Radicalismes

La situation politique actuelle, qui se résume dans l'entrée au pouvoir du radicalisme, dérive de la tactique de Waldeck-Rousseau après l'affaire Dreyfus et le déchaînement du nationalisme. C'est lui, le dernier homme d'Etat de la bourgeoisie, qui a conçu l'idée du Bloc républicain, bien avant Combes, avec cette différence que Waldeck-Rousseau, homme à poigne s'il en fut, dirigeait le bloc tandis que Combes se laissait mener par lui. Ce fut Waldeck qui conçut l'idée géniale, puisque machiavélique, d'introduire dans le parti gouvernemental un élément naguère socialiste, compromettant et affaiblissant ainsi un parti qui pouvait devenir dangereux. Il commença la lutte contre les congrégations, autre dérivatif admirable à toute lutte de classe et qui pouvait prolonger d'une vingtaine d'années le bail de la bourgeoisie républicaine.

Combes, le petit père (batouchka!) comme le Tsar, aidé du bon Camille, a réalisé la politique du Bloc. Le Radicalisme-Homais, avec ses fiches, ses comités délateurs, sa franc-maçonnerie de quartier, s'incarna en lui. Il mit en œuvre la séparation et compromit le plus qu'il put les socialistes qui faisaient partie du bloc. Cela est de l'histoire ancienne, dira-t-on; cela n'existe plus depuis l'Unité; erreur, il y aura toujours une sorte de revenez-y chez ceux qui alors pratiquèrent ces « liaisons dangereuses », et ce vieux pince-sans-rire de Clémenceau n'avait pas tout-à-fait tort de parler du « ministère bon garçon » de l'époque où l'on était à tu et à toi avec les ministres. Beaucoup d'unifiés songent encore avec mélancolie à ce paradis perdu.

Après l'affaire des Fiches, il fallut changer l'affiche, et le radicalisme dit de gouvernement, la vieille garde de jadis, entra dans la fournaise. C'étaient, non pas les « grenadiers aux guêtres de coutil », les « soldats que Rome eut pris pour des légionnaires (à moins que ce ne fut de celle de Cornélius Hertz) », mais les vieux débris auxquels l'affaire Dreyfus avait refait une virginité. On leur adjoignit d'anciens compagnons grève-généralistes, et la troupe fut reconstituée pour la représentation de gala.

Entre temps avait eu lieu le Congrès d'Amsterdam, et l'unification du parti socialiste. On était rentré au bercail du socialisme international, sur la porte duquel étaient inscrits les mots : « Vous qui entrez, laissez toute alliance (lasciate ogni allianza, voi ch'intrate) ». Une fissure s'était produite dans le Bloc, et Clémenceau, qui comptait alors sur ses anciens Gubettas de l'Affaire comme il table aujourd'hui sur les socialistes indépendants, se vit forcé d'abandonner tout espoir de Bloc et, forcément, grâce aux prétextes fournis par la Confédération du travail et l'hervéisme, dût s'appuyer sur ce « roseau peint en fer » qu'on nomme Ribot.

Voilà, en quelques phrases, la conséquence de la politique Waldeckienne; aujourd'hui, le radicalisme est arrivé à son dernier acte, et la dernière phrase du discours de Clémenceau montre qu'il ne voit plus d'issue à la situation que dans une bonne réaction; c'est elle qui viendra, d'après lui, lorsque le radicalisme aura déposé son bilan. Ce ne sera pas la première fois que la réaction aura fait oublier les agissements du parti républicain. Comptons depuis 1848, où la trahison des républicains aux journées de juin reçut sa consécration et son absorption dans le coup d'Etat; puis le lâchage des ouvriers et de la Commune par les Floquet et le maire de Montmartre aboutissant au gouvernement du Seize Mai; enfin, Boulanger, Panama et l'Affaire! Chaque fois, il fallut que le socialisme se fit le terre-neuve du radicalisme bourgeois, et chaque fois ce dernier recommença ses errements.

Il faut espérer pourtant que la renaissance anarchiste, résultat fatal de la collaboration au pouvoir, est étouffée dans l'œuf, et que les secrétaires des syndicats de la Confédération voient l'abîme où les mènent la grève générale et l'hervéisme. On peut compter qu'une nouvelle défaillance de la part de certains des nôtres, partisans d'une politique « large » et humanitaire, ne va pas donner de prétextes à un nouvel appel à l'action directe. Les radicaux socialistes sont tout disposés à faire renaître les beaux jours du bloc; ils accepteraient dans leurs rangs tous les socialistes qui « reconnaissent l'idée de patrie » : on n'est ni plus modéré ni plus raisonnable.

Que les socialistes refusent ces présents d'Artaxercès! Ils n'ont qu'à prendre patience; encore quelque temps et le radicalisme Clémenceau ira rejoindre celui de Combes, et la bonne réaction, comme en 1893, à l'époque de Barthou, viendra empêcher toute alliance et resserrer en un Bloc, le leur, tous les socialistes.

C. BONNIER.

## NOS SUPPLÉMENTS

« Le Socialisme » publiera un supplément qui sera annexé à son numéro du 3 Mai prochain.

Ce numéro avec le supplément sera vendu quinze centimes. Il sera envoyé sur demande contre 0 fr. 20 en timbres poste. Prix du supplément tout seul cinq centimes l'exemplaire, 3 fr. 50 le cent, franco de port.

Tous les abonnés recevront gratuitement le supplément.

## PERSÉCUTIONS

Le vent de la persécution continue à souffler sur la classe ouvrière et le socialisme. Après Dupuy l'auvergnat, après Casimir d'Anzin, après Constans de Fourmies, après Méline pain-cher, Clémenceau lance ses chiens contre nous. Le chef du Parti radical est dans son rôle, et celui qui croit qu'il devrait ou pourrait avoir une autre attitude s'illusionne grandement. Aujourd'hui, le Parti radical se présente comme le meilleur parti de la conservation sociale et ses hommes — ou ses militants — sont les meilleurs défenseurs de la bourgeoisie.

Le Parti radical est la dernière fraction — la plus avancée — de la bourgeoisie; elle est aux prises naturellement avec la classe ouvrière qui s'organise, qui prend conscience de ses droits et veut conquérir sa place au soleil, la place à laquelle elle a droit. Le Clémenceau du ministère n'a donc garde d'oublier un seul instant qu'il est chargé des affaires de la bourgeoisie; il n'oublie pas un seul instant non plus qu'il doit faire la guerre au prolétariat. Pour cela il fait appel aux procédés de Bismarck et de Guillaume, comme si ces procédés n'étaient pas usés et inutiles!

Combien, parmi ceux qui servent le prolétariat et assaillent la société capitaliste, combien ont été traqués, poursuivis, pourchassés, condamnés, persécutés? Pour l'aider, pour l'appuyer dans sa besogne, Clémenceau a réuni autour de lui tous les partis bourgeois sans exception qui ont oublié ce qui pouvait les diviser pour ne se souvenir que du chancelant ordre capitaliste à sauver. Qui donc pourrait s'en plaindre? Ce n'est pas, assurément, le Parti socialiste qui n'a qu'à gagner à la formation du bloc bourgeois.

Nos adversaires s'imaginent, peut-être, que nous finirons par reculer devant la tempête qu'ils déchaînent contre nous. Ils se trompent. Nous passerons à travers leur tempête comme un morceau de plomb dans l'eau. Aussi ne saurions-nous trop leur demander de relire l'histoire des persécutions que l'humanité a connues. Les persécutions n'ont pas toujours produit les résultats que les persécutés en attendaient. Ce ne sont pas les persécutés qui, toujours, ont mangé la poussière des chemins; souvent, les persécutés, lassés dans une lutte inutile, ont dû s'arrêter, épuisés, vaincus, comme des combattants le soir d'une bataille.

Rappelons deux exemples :

Il y a seize cents ans, dans l'Empire romain, florissait un parti dangereux, comme le Parti socialiste de nos jours. Ce parti savait toutes les bases de la Société; il était international : ses limites allaient au-delà de l'Empire romain, elles allaient de la Gaule en Asie. Longtemps ce parti avait dû se cacher pour recruter ses prosélytes; il était, alors, devenu assez fort, assez nombreux, assez puissant pour se montrer et pour se faire craindre.

« Ce parti de la révolte, écrit Engels dans la préface de *La lutte des classes en France*, par Marx, connu sous le nom de chrétien, était abondamment représenté dans l'armée : des légions entières étaient chrétiennes. Quand ils étaient commandés pour les cérémonies païennes, pour y rendre les honneurs, ces soldats révolutionnaires poussaient l'audace jusqu'à planter une croix à leur casque, en signe de protestation. Même les moyens de répression usités dans les camps étaient sans effet.

« L'empereur Dioclétien ne pouvait plus rester

indifférent devant cette ruine de l'ordre, de l'obéissance, de la discipline. Il agit avec énergie pendant qu'il en était temps encore. Il publia un édit contre les socialistes — je veux dire contre les chrétiens. Leurs réunions furent interdites, leurs temples fermés et mêmes rasés; les insignes chrétiens, les croix, etc., furent défendus, comme en Saxe les mouchoirs rouges. Les chrétiens furent déclarés indignes d'exercer les fonctions publiques; ils ne purent même pas être caporaux. Les tribunaux même leur furent fermés.

« Cette loi d'exception resta sans effet. Les chrétiens l'arrachèrent des murs; ils incendièrent même, en Nicomédie, le palais de l'empereur. Celui-ci se vengea par la grande persécution de l'an 303. Ce fut la dernière: elle eut un si bel effet que dix-sept ans après, les armées étaient composées en majorité de chrétiens, et que le successeur de Dioclétien, Constantin, que les prêtres ont appelé le Grand, proclamait le christianisme comme religion d'État. »

Ce premier exemple n'est-il pas significatif? En voici un second: En 1878, le Gouvernement allemand, sur l'inspiration de Bismarck, déclara la guerre aux socialistes. Des lois exceptionnelles furent votées contre eux. Les défenseurs de l'idée nouvelle furent traduits devant la justice bourgeoise et toutes grandes les prisons s'ouvrirent devant eux. Les journaux furent supprimés; les brochures socialistes allemandes et étrangères furent interdites. Les associations furent dissoutes; les réunions empêchées. Les correspondances furent ouvertes. Des perquisitions continuelles furent opérées chez toutes les personnes soupçonnées. L'argent des socialistes et des syndicats fut volé. On ne recula devant aucune mesure.

Cette persécution dura douze ans. Quand le Gouvernement allemand voulut connaître les résultats obtenus à l'aide des lois d'exception, il apprit que les voix socialistes, de 400.000 en 1878, étaient montées à 1.400.000 en 1890. Elles atteignent aujourd'hui trois millions et demi.

Libre maintenant à nos adversaires d'oublier les leçons de l'histoire, de ne pas méditer ces exemples. Ce que nous savons, c'est que, de même que rien n'arrête, à l'heure de la marée, les vagues mugissantes de la mer, de même rien n'arrêtera les progrès gigantesques du socialisme.

Charles VÉRECQUE.



## LE VRAI BLOC

\*\*\*\*\*

Les bourgeois de diverses tendances politiques peuvent être divisés entre eux pour le partage de l'assiette au beurre. Mais ils « s'aiment contre nous, les socialistes », suivant la pittoresque expression du progressiste Aynard.

Le socialisme, voilà l'ennemi! concluait le citoyen Vaillant, lors du dernier discours de M. Clemenceau. Tel est le mot d'ordre du capitalisme, depuis que, dans son immense majorité, le Parti s'est replacé sur son terrain de lutte de classe; tel sera, on peut en être sûr, le mot d'ordre des élections municipales.

J'entends bien que la coalition des forces bourgeoises ne s'est pas encore réalisée partout: les forces radicales incertaines et hésitantes ne savent encore, en maints endroits, si elles auront besoin de nos naïfs suffrages; mais on peut être assuré que partout où ce sera possible, cette coalition s'accomplira au second tour.

S'il est encore quelques uns de nos amis qui se font des illusions, nous ne nous attristerons pas avec eux de ce que les bourgeois les auront durement repoussés sur leur terrain de classe.

D'ores et déjà cependant, les alliances anti-collectivistes ont été formées ouvertement en d'innombrables régions et nous avons donné, comme typique d'un état d'esprit général chez nos adversaires, le récent « pacte de Limoges ».

Voici aujourd'hui, à titre documentaire, l'ordre du jour voté par les socialistes indépendants de Vaux-en-Vexin, dans le Rhône:

Comité Socialiste Français (adhérent à la F. S. A.). — Comme suite à la réunion tenue au café Dufour le 8 avril,

et après avoir entendu les citoyens Vuarin, Laroze et Casin, il a été décidé, à la majorité des douze membres présents, qu'il fallait par tous les moyens possibles assurer le triomphe des candidats contre les Unifiés et qu'il était indispensable que le comité fasse concentration avec le comité progressiste et qu'il serait proposé six candidats de chaque côté.

Au moins ceux là ne cachent pas leur pensée: ils nous proclament sans réticences l'ennemi qu'il faut abattre à tout prix.

Tant mieux! c'est ainsi que la Révolution sociale reconnaîtra les siens.

Ch. D.



## L'Organisation

de la

### Société de demain (1)

\*\*\*\*\*

Le citoyen Deslinières — qui a pris momentanément congé du Parti socialiste, mais nullement du Socialisme, tandis que quelques autres font juste le contraire — est en quelque sorte martyr d'une idée qu'il sait fort bien peu populaire chez les socialistes de tous les pays: c'est un architecte infatigable de la cité future. Il ne se contente pas de promettre des plans de la Société de demain, il les donne et, naturellement, à ses risques et périls, n'engageant que lui-même. Il avait déjà publié un gros volume: *L'Application du système collectiviste*, avec une préface de Jaurès (530 pages), où il expose les grandes lignes de l'organisation de la société socialiste telle qu'il la conçoit. Maintenant il complète son œuvre par un *Projet de Code socialiste* ou, plus exactement, par la première partie de ce projet.

Voici les raisons qui ont décidé Deslinières à entreprendre ce travail ingrat, qui est de nature à provoquer des railleries faciles chez les adversaires et des haussements d'épaules chez les amis, trop engagés dans la lutte du temps présent pour se préoccuper de l'avenir:

« Je reconnais, dit notre auteur, que la puissance grandissante du socialisme l'expose à des attaques des plus acharnées, et qu'il a besoin de se montrer tel qu'il est pour faire justice des caricatures grotesques et odieuses qu'on exhibe sous son nom. Je reconnais en outre qu'au point de développement où il est parvenu, il ne peut se dérober aux mises en demeure incessantes qui lui sont adressées d'avoir à se présenter à l'examen sous la forme d'institutions législatives, et de prouver ainsi qu'il n'est pas simplement une doctrine de désorganisation. Si ces sommations n'émanaient que d'adversaires irréconciliables, on pourrait les négliger; mais elles nous viennent aussi d'esprits impartiaux qui, s'ils se refusent à faire un saut dans l'inconnu, sont susceptibles de se joindre à nous lorsqu'il sauront où le socialisme peut les conduire » (p. 6).

On pourrait également négliger ces « mises en demeure » si la réalisation du socialisme était trop loin de nous. Notre ami Deslinières ne le croit pas. L'auteur du *Code socialiste* n'est pas socialiste pour l'an 3.000. « Les progrès du socialisme, dit-il, dans le monde entier sont assez rapides pour l'autoriser à envisager comme relativement proche le moment où il sera maître du pouvoir politique. De plus, des circonstances, dont la réalisation et la portée échappent aux prévisions: une grande guerre européenne, par exemple, peuvent précipiter la marche des événements. Or, n'est-il pas évident que si nous nous trouvons ainsi surpris sans préparation, nous serions incapables d'accomplir la prodigieuse transformation qui constitue notre programme » (*ibid.*)

Que Deslinières ait raison ou tort — nous dirons dans la suite franchement ce que nous en pensons — il est certain qu'il méconnaît la gravité des arguments qu'avancent ceux qui se refusent de construire dès maintenant des plans détaillés de la société future. Car il les considère comme « un petit nombre de métaphysiciens conduits par leurs trop subtiles abstractions à tourner toujours

le dos à la simple vérité ». Il les traite dédaigneusement de « prétendus scientifiques ».

Nous avons le regret de dire à Deslinières que ce « petit nombre » se compose de 99 0/0 des socialistes de tous les pays, c'est-à-dire des millions et des millions qui votent pour les socialistes, qui lisent la presse socialiste ne contenant rien sur l'organisation de la société de demain, qui se groupent dans des syndicats, livrant des batailles formidables à la classe capitaliste et se souciant peu de ces choses. Qu'il parcoure tous les programmes de tous les partis socialistes du monde entier et qu'il nous en cite un seul qui en parle. Au Congrès international de Stuttgart, vingt-six nations — si nous avons bien compté — de toutes les parties du globe étaient présentes. Aucune n'a même posé la question. Et c'était le cas de tous les Congrès internationaux précédents.

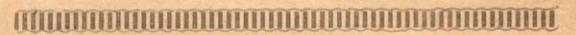
Ce phénomène quasi universel doit avoir des raisons au moins aussi sérieuses que celles que Deslinières avance pour justifier sa manière de voir. En voici quelques-unes:

Les partisans du socialisme scientifique — et aujourd'hui il n'y en a pas d'autre qui soit sérieux, Deslinières en conviendra aisément — reconnaissent, avec Lassale et Marx, que toute *Constitution politique et sociale est la résultante du rapport des forces sociales réellement existantes. Ce rapport se détermine par le rôle qu'elles jouent dans la production. La prédominance de l'agriculture, de l'économie naturelle* a déterminé et façonné la société féodale. Les nobles et les rois en étaient les maîtres. Le machinisme a donné naissance à de nouvelles forces sociales. Le rapport de ces forces a déterminé notre régime capitaliste. Le développement de ce régime et de l'organisation ouvrière bouleversent inévitablement les anciens rapports sociaux. De nouvelles forces sociales surgissent, s'organisent et s'emparent du pouvoir, pouvoir politique et pouvoir social. Elles transforment la Société à leur image. C'est aussi « la vérité simple ».

L'organisation de toute société dépend donc *grosso modo* de deux facteurs: 1° Des forces productrices existantes; 2° Du degré de développement de la classe maîtresse de ces forces ainsi que de ses rapports avec d'autres forces sociales.

Il s'ensuit logiquement que pour connaître l'organisation socialiste, il faut au moins savoir deux choses: 1° Les forces productives dont disposera la société future; 2° Le degré de développement du prolétariat par rapport à la bourgeoisie, grande, petite et moyenne, sans parler des survivances. Deslinières les connaît-il? Si non, il est condamné à résoudre une équation, n'ayant à sa disposition que des inconnus. Il y a d'autres raisons dont nous parlerons prochainement.

Ch. RAPPOPORT.



## Petits profits capitalistes

Le Conseil d'Administration de la Verrerie, à Dresde, propose des dividendes de 16 %.

L'Industrie Textile distribue, en 1907, 11% de dividendes, contre 7 en 1908.

8% de dividendes, L'Industrie de Gouannes, à Breslau.

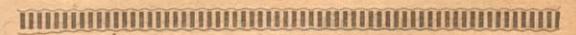
7% Le Gouano à Hambourg.

12% Le Charbon, à Plauia, près Ratibor.

30% L'Industrie de l'Aniline et de Soude.

25% L'Industrie chimique à Biebrodi.

20% La Société pour la fabrication mécanique à Lübeck.



## Aux Abonnés de six mois

\*\*\*\*\*

Le premier semestre d'abonnement au « Socialisme » expire le 15 mai prochain.

Les abonnés sont priés d'adresser un mandat ou bon de poste pour le renouvellement à l'Administrateur-délégué, 15, rue Visconti, Paris-VI<sup>e</sup>.

En cas de recouvrement par la poste, le prix de l'abonnement est de 2 fr. 75 pour six mois, au lieu de 2 fr. 50.

(1) *Projet de Code socialiste*, par Lucien Deslinières, Paris, V. Giard et E. Brière.

## LE SOCIALISME

ET

## Les petits Producteurs

\*\*\*\*\*

Une discussion s'est élevée, il y a quelques temps dans deux de nos journaux de province au sujet de l'Association des Sabotiers, fondée par notre ami Louis Croisé. Le problème posé était celui de savoir si la corporation des sabotiers, composée en majeure partie d'artisans et de très petits patrons, pouvait entrer dans l'organisme corporatif central du prolétariat.

Nous négligerons ce côté de la question, qui ne peut être résolu que par les organismes syndicaux eux-mêmes. S'il avait été reconnu que l'Association des Sabotiers ne pouvait adhérer à la C. G. T., cela aurait tout simplement prouvé, une fois de plus, que les syndicats sont un terrain étroit, qui ne peut contenir, non seulement toutes les catégories sociales qui auront à assurer le fonctionnement de la société de demain, mais encore tous ceux-là même qui, dès aujourd'hui, sont assez conscients pour vouloir lutter pour l'affranchissement de la classe ouvrière et de l'humanité tout entière. Le point de vue qui nous intéresse a été soulevé incidemment au cours de la discussion. Il a trait à la situation et au rôle du Parti en face des petits producteurs, qui en sont encore restés à la période anticapitaliste.

On a dit, on a même fait dire à Guesde, et à tort, que la disparition de ceux-là était nécessaire à l'appropriation par la nation des moyens de production et d'échange.

Cela est-il exact? Nous ne le croyons pas le moins du monde. Sans doute la socialisation des moyens de production eut été impossible si la Société en était restée à l'artisanerie; mais la Société, dans son ensemble, dans sa forme générale, a complètement évolué et il importe peu, pour la possibilité de tirer les conclusions socialistes de cette évolution, que quelques éléments de cette Société n'aient pas suivi d'une marche aussi rapide l'évolution générale.

Il est à peu près certain qu'un jour ou l'autre ces éléments disparaîtront, absorbés et dévorés qu'ils seront par le capitalisme; nous avons le devoir de ne pas le leur cacher, et nous avons profité de toutes les occasions qui nous ont été offertes pour le leur affirmer, mais nous n'avons jamais déclaré cependant que la société socialiste ne pourrait se constituer que par leur complète disparition. Ce serait remettre à une échéance qui pourrait être un peu trop lointaine, l'avènement du Socialisme. Que l'on se rappelle d'ailleurs cette disposition de la déclaration du Parti socialiste de France, proposée par Guesde et par Sembat, où il était affirmé que la transformation de la société capitaliste en société collectiviste ou communiste était dès maintenant réalisable, que seul l'élément humain, c'est-à-dire l'adhésion de la majorité intéressée faisait défaut. — Et d'ailleurs, si les artisans constituent une survivance anachronique, ils n'en évoluent pas moins dans la société capitaliste, c'est-à-dire dans une société qui a divisé le monde en deux classes: les exploités et les exploités. Ne pouvant être par définition des exploités, ils seront forcément, dans une mesure plus restreinte, il est vrai, que le vrai prolétariat, des exploités. Et, en fait, ils le sont. Les sabotiers sont exploités par les trusts du bois qui leur imposent leurs prix, les cordonniers le sont par les capitalistes du cuir; et qui songerait à nier l'exploitation effrénée dont sont victimes les petits propriétaires paysans, cultivant eux-mêmes la terre qui les fait vivre et qui rentrent, eux aussi, dans la même catégorie sociale que les artisans, puisque pour les uns comme pour les autres, le divorce entre le capital et le travail ne s'est pas encore réalisé.

Et à ces survivants, de moins en moins nombreux, de plus en plus inoffensifs, d'une catégorie historique prescrite, le Socialisme, qui s'affirme l'émancipateur de tous les exploités, irait dire: votre mort m'est nécessaire, je me réjouis comme d'une victoire de votre effondrement, de votre surmisère et de vos souffrances! Etrange moyen, en réalité, de faire luire à leurs yeux notre superbe espérance de

libération humaine! Dans leur lutte contre le capitalisme, nous avons, au contraire, le devoir de les soutenir, de les aider. Le temps n'est plus où l'on achevait les agonisants: on adoucit leurs derniers moments. Nous avons à adoucir les derniers moments de ceux que le capitalisme dévore. Nous savons bien qu'ils seront vaincus sans doute, pour la plupart, mais nous aurons montré à ces demi-exploités d'aujourd'hui, exploités de demain, que le Socialisme reste leur suprême ressource contre les forces qui les écrasent, et s'il en est qui, par leur organisation, la conscience acquise des solidarités nécessaires, se trouvent être encore debout à l'heure où croulera le monde capitaliste, le Socialisme se réjouira d'avoir à assurer leur passage de l'artisanerie à la société collectiviste, sans qu'ils aient eu à passer par la période d'exploitation capitaliste.

Charles DUMAS

## Au jour le jour

## Soirée russe

Samedi dernier a eu lieu, 16, rue Cadet, dans les salons du Grand-Orient de France, une soirée musicale et littéraire au profit des groupements parisiens du Parti Social-Démocrate et du Bound. Une foule nombreuse avait répondu à l'appel de nos camarades.

Nous avons reconnu parmi nos amis de la Section française de l'Internationale: Citoyenne Duc-Quercy, Citoyenne Charles Rappoport, Citoyens Duc-Quercy, Charles Dumas, etc. Après une première partie où l'on a entendu tour à tour M<sup>mes</sup> Steinberg, Jane Réna; MM. Lemercier, Langlois, etc., tous fort applaudis, un bal des plus animés, qui ne s'est terminé que le lendemain matin, a clôturé cette soirée charmante.

## Article d'exportation

« La Russie aux Russes! » tel est la devise d'un parti qui veut se former là-bas... sans doute dans le but de faire pendant à nos « France aux Français ».

Seulement, le problème est délicat. Si c'est une question politique, dit-on, tous les sujets de Nicolas doivent être considérés comme Russes; si c'est une question de races, bon nombre de ses plus zélés défenseurs — y compris quelques-uns de ses parents ou alliés — deviennent passibles d'ostracisme.

Ce n'est pas la première fois que l'idéologie se trouve aux prises avec les faits — lesquels semblent prendre généralement un malin plaisir à lui donner des entorses.

On peut admettre toutefois, et non sans quelque vraisemblance, que les émules de nos Millevoys et de nos Drumont s'apprennent surtout à contester aux socialistes la qualité de citoyens russes et les droits politiques ou autres qu'elle peut leur conférer.

## Panama naval

Il s'agit des Etats-Unis.

On s'aperçoit aujourd'hui que plus de 100 millions de dollar — soit un demi-milliard de notre monnaie — furent indûment dépensés au cours de ces dernières années. On continuait, paraît-il, à payer des travaux sur des chantiers de construction qui n'existaient plus!

C'est bien là le fait d'une organisation à base capitaliste. C'est toute l'histoire économique du « travail mort » qui reçoit encore une rétribution — au dépend du travail vivant, bien entendu.

Et point n'est besoin de se demander si les ouvriers jadis occupés sur les susdits chantiers — et réduit sans doute au chômage depuis la fermeture — ont reçu seulement un centime des salaires dont l'évaluation entrait évidemment en compte dans la fixation du chiffre des crédits.

## Ils y viendront tous

On a lu dans le dernier numéro du Socialisme la critique faite par Rappoport du manifeste électoral de l'Alliance démocratique.

Nous avons sous les yeux ce factum archi-opportunard et, véritablement, nous ne pouvons nous expliquer la déclaration de guerre lancée par ses auteurs aux conservateurs d'extrême droite, qui sur tous les points pensent exactement comme eux.

Ce qui nous surprend moins, par exemple, c'est d'y voir figurer les signatures des ex-ministres « socialistes » Pierre Baudin et Millerand...

A quand celles des autres « indépendants » ?

## Joyeux fumistes

Il existe dans la Loire, paraît-il, une « Fédération socialiste autonome ». Et la preuve qu'elle existe bien, c'est qu'elle vient de publier un manifeste électoral.

Si je vous disais que le susdit manifeste — dont les auteurs se trouvent en dehors de l'organisation socialiste de leur propre nation — préconise l'entente et l'action internationale des travailleurs; si j'ajoutais que la fédération déjà nommée — dont la politique est contraire aux résolutions d'Amsterdam et de Stuttgart — prétend relever et s'inspirer de la discipline des Congrès internationaux, vous trouveriez déjà la discipline bien bonne, pas vrai ?

Eh bien! vous la trouverez meilleure encore, quand vous saurez qu'au bas du factum figure la signature... de M. le Ministre de la Justice.

Ces gens-là sont en retard. En bonne logique, c'est le 1<sup>er</sup> avril qu'ils auraient dû faire paraître ça.

## Poignez vilain ...

« Pourquoi mon ami Lafferre, qui fut si rudement étrillé par les socialistes aux dernières élections, persiste-t-il à rechercher leur alliance et surtout à leur prodiguer des paroles d'amitié? » se demande le Chaumet de la Petite Gironde.

Eh! pour une raison bien simple. Le Lafferre et ses accolytes sont de ceux qui font patte de velours quand ils ne sont pas sûrs d'être les plus forts, et qui se gêneraient beaucoup moins en présence d'adversaires trop faibles :

*Poignez vilain, il vous poindra;  
Poignez vilain, il vous oindra.*

## Leurs jérémiades

La Réforme économique nous apprend que l'application du repos hebdomadaire au personnel du réseau ferré de l'Ouest entre pour un sixième environ (3 millions sur 20) dans l'augmentation des dépenses pour l'exercice 1907.

Cela lui paraît énorme. Plus scandaleuse encore lui apparaît la nécessité d'augmenter de 12.000 unités le personnel de toutes les Compagnies réunies pour l'appliquer dans tout le pays.

Nous dirions, nous: « Autant de chômeurs de moins ». L'organe bourgeois s'écrie: « Autant de travailleurs enlevés à la culture! »

En effet, alors que vous ou moi aurions la pensée d'appeler au travail les ouvriers d'industrie qui chôment, ces bons capitalistes s'en iront chercher leur personnel ailleurs — là où ils trouveront des bras à meilleur compte. Ensuite, leurs journaux viendront nous dire: « Vous voyez bien que le repos hebdomadaire ne diminue pas le chômage, et que les socialistes se sont moqués de vous! »

## La vie chère

On lit dans le Petit Journal, au cours d'une étude sur le renchérissement de l'existence chez nous et à l'étranger :

« De plus, à Stockholm, les terrains de la ville ont été accaparés par le syndicat des propriétaires maîtres de la municipalité. Grâce à ce trust, il n'y a eu de limite à l'augmentation des loyers que le bon plaisir des propriétaires syndiqués et la capacité de rendement du locataire.

« Dans les quartiers riches, on demande jusqu'à 1.000 francs par pièce; dans les quartiers pauvres, jusqu'à 1.000 francs pour deux petites chambres avec cuisine. On cite des augmentations de loyer de 100 0/0. »

Comme ce n'est pas nous qui le disons, il y a chances pour que la chose soit crue.

Et maintenant, on se demandera peut-être encore ce que les travailleurs auraient à gagner à la socialisation de la propriété capitaliste!

## Euphémisme

La Chambre de Commerce de Berlin nous fait assavoir qu'une dépression s'est manifestée en 1907 dans le bâtiment et qu'elle a gagnée les autres branches d'industrie.

« La courbe descendante, ajoute le correspondant du Temps, s'est accentuée régulièrement et sans précipitation, de sorte que les catastrophes ont pu être évitées. »

Ce qui veut dire que seule la masse ouvrière en a subi les conséquences. Quant au patronat, il en a si peu souffert qu'on n'a même pas une méchante faillite à se mettre sous la dent!

Ainsi s'explique l'allure optimiste et presque rassurante — pour ne pas dire satisfaite — de la communication faite à notre presse.

Paul GRADOS

## Théorie et pratique du Syndicalisme révolutionnaire

Le Syndicalisme révolutionnaire s'est présenté au monde ouvrier comme un *nouveau parti politique* devant remplacer les anciennes organisations socialistes. « Parti autonome » en théorie; en pratique, pratiquant l'art des accommodements. « Parti de révolution » en théorie; en pratique, s'accommodant des réformes législatives et s'efforçant — avec raison du reste — d'en obtenir l'application. « Parti se suffisant à soi-même », c'est-à-dire destiné à grouper tous les salariés soucieux de mieux-être et décidés à lutter pour la disparition du salariat et du patronat.

Le Congrès Confédéral d'Amiens, en adoptant, par 824 mandats contre 3, une motion définissant ce nouveau syndicalisme, a pu donner l'illusion que la classe ouvrière française entrait dans une phase nouvelle de son histoire et que, notamment, le rôle du Parti socialiste était sur le point de finir. Mais pour qui regardait d'un peu près la réalité toute nue, l'illusion devait être de courte durée.

D'abord, dans cette formidable majorité de 824 mandats, n'y avait-il réellement que des néophytes du nouveau Credo? Ne s'y trouva-t-il pas toute la minorité « réformiste » du Congrès corporatif de Bourges? Soutiendrait-on que cette minorité avait, sans coup férir, passé des enchantements du Millerandisme aux féeries de l'Action directe? Nul ne l'oserait et quiconque sait comment se font les votes des assemblées délibérantes, comprendra qu'en donnant leurs suffrages à la motion d'Amiens, nombreux ont été les délégués qui ont seulement rendu hommage à l'art bien parlementaire de sa rédaction. Les auteurs de cette motion ont, habilement, tiré de leur exposé « doctrinaire » des conclusions « pratiques » susceptibles de faire adopter l'ensemble par une majorité hétérogène, mais forte.

Pratiquement, la théorie syndicaliste révolutionnaire orgueilleusement énoncée aboutissait à déclarer: 1° Que « l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat » — et qui donc y aurait contredit? — 2° Que « les organisations confédérées n'ont pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis ou sectes politiques qui, en dehors ou à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale » — et n'y avait-il pas là de quoi satisfaire les réformistes neutralistes les plus convaincus?

Si l'on se donne la peine d'y réfléchir, on constate que, par ses conclusions, la motion d'Amiens ne devait satisfaire ni les socialistes, ni les anarchistes, ni même les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, mais uniquement les syndicalistes neutralistes.

Ceux-ci n'attendent du syndicat qu'une action économique, sans nier toutefois l'utilité que ce syndicat peut retirer de la législation, du concours des parlementaires quelconques — socialistes ou autres — des gouvernements « réformateurs ou bienveillants », et du moment que les groupements syndicaux n'avaient pas, leur disait-on, à distinguer entre les divers partis politiques, cela devait leur suffire. Le vieux trade-unionisme triomphait en France dans les conséquences pratiques de la motion d'Amiens.

Les socialistes et les anarchistes doctrinaires ne pouvaient accepter la théorie du « parti autonome, de révolution, se suffisant à soi-même ». C'eût été pour eux reconnaître l'inutilité d'une organisation socialiste ou des groupements anarchistes. Ni les socialistes, ni les anarchistes n'étaient assez peu expérimentés pour s'imaginer — même dans les fumées d'une salle de Congrès — qu'avec des syndiqués recrutés pour l'amélioration de l'hygiène des ateliers, on pourrait voir demain « la prise du pouvoir par le prolétariat organisé » ou « le Grand Soir ». Les uns et les autres de ceux qui votèrent la motion d'Amiens songèrent aux conclusions pratiques établissant une sorte de *modus vivendi* dans leur propagande révolutionnaire à la sortie du syndicat.

Quant aux théoriciens du syndicalisme révolutionnaire, ils eurent la satisfaction théorique d'enregistrer un succès éclatant, trop éclatant pour n'être pas éphémère. En fait, le « parti autonome » dont on saluait l'avènement, laissait à ses membres le droit d'appartenir à des partis ou sectes autres que lui même. Il les ignorait si peu ces partis, qu'il allait jusqu'à reconnaître leur but final: la transformation sociale. Il avouait si bien que ses propres adhérents ne le considéraient pas comme « suffisant à tout » qu'il devait leur accorder la faculté d'aller faire ailleurs une besogne qu'ils ne croyaient pas pouvoir accomplir chez lui, la besogne de transformation sociale.

La victoire théorique du Syndicalisme révolutionnaire se terminait donc par une véritable capitulation dans la pratique. « Le nouveau parti » était encore à naître lorsqu'il fut baptisé.

P.-M. ANDRÉ.



## Mouvement International

### LES CONGRÈS SOCIALISTES

Presque partout les camarades profitent des vacances de Pâques pour tenir des assises prolétariennes. Cette année, nous avons des Congrès du Parti socialiste Belge, du Parti socialiste Hollandais, du Parti socialiste de Hongrie, du Parti social-démocrate Anglais (S. D. P., l'ancienne Social-democratic Federation), de l'Independent Labor Party (Parti Ouvrier indépendant).

Nous en profiterons pour passer en revue les forces de ces très importantes sections de l'Internationale et des problèmes tactiques qu'elles sont amenées à résoudre. Le Parti socialiste international est une grande famille. Les joies et les tristesses d'un des membres sont et doivent être celles des autres. Leurs batailles ainsi que leurs victoires sont les nôtres. Partout nous avons des enseignements utiles à recueillir. Car si le mouvement socialiste a, dans chaque pays, une physionomie propre, une certaine originalité nationale, il est, quant à son but final et à sa tactique

## Pages d'Histoire

### LA COMMUNE

— SUITE —

#### LA COMMUNE — SES ACTES

Nous voici arrivés à la troisième et dernière période de la Révolution communaliste. La Commune-gouvernement dont nous avons exposé les principaux « actes », les actes les plus « criminels », est chassée de l'Hôtel-de-Ville et éparpillée dans tous ses membres derrière les barricades de quartier, seuls remparts contre l'invasion de l'armée versaillaise.

Varlin, Vermorel, Ferré, etc., sont à la tête de leurs bataillons. Il n'y a plus d'Assemblée, plus de gouvernants; il ne reste que des combattants ou des hommes qui, comme Delescluse, iront sans armes au-devant de la mort voulue et cherchée.

C'est alors que se produisent, qu'éclatent ces « actes » dont la réaction tricolore devait user et abuser contre les vaincus: j'ai nommé les exécutions et les incendies.

Personne ne me prètera un seul instant l'in-

tention de défendre l'exécution *in-extremis* de soixante-huit otages sur les milliers que renfermaient les prisons de Paris. C'est de cet acte que l'on peut dire qu'il était plus qu'un crime, une faute.

Autant pendant les deux mois de la lutte, on aurait compris que, pour sauvegarder la vie de ses prisonniers, pour mettre fin à des massacres de blessés, qui indignaient jusqu'à l'abbé Deguerry, la Commune fit un exemple et appliquât son décret, mais solennellement, au grand jour de la place publique; autant, Paris à moitié occupé et définitivement vaincu, la mise à mort d'un seul otage devenait plus qu'inutile, dangereuse au premier chef, en fournissant un prétexte aux tueries de l'ordre, qui s'opéraient et qui devaient naturellement redoubler.

Mais tout d'abord il convient de remarquer que la Commune n'est pour rien dans ces exécutions de la dernière heure. Les calomnieurs les plus effrontés du mouvement communaliste, M. Jules Simon en tête, ont dû reconnaître que quelques membres de la Commune, qui ont été témoins involontaires de ces meurtres, s'y sont opposés de toutes leurs forces, risquant leur vie pour sauver celle des victimes.

Ce qu'il importe de ne pas oublier, non plus, ce sont les conditions dans lesquelles les otages sont tombés sous les balles populaires.

La garde nationale n'est pas une armée; organisés par quartier, sinon par rue, les batail-

lons, les compagnies fédérées, dont tous les membres étaient plus ou moins voisins et amis, sinon parents, constituaient comme autant de familles. Or, lorsque le 24 mai les survivants des barricades d'Auteuil, de Passy, des Champs-Élysées, etc., se portèrent à la Roquette pour en extraire MM. Bonjean, Darbois et autres, ils avaient vu depuis le lundi 22 — c'est le *Times* qui en fait foi — massacrer tous ceux des leurs qui étaient tombés aux mains des troupes. Le sang d'un fils, d'un frère, d'un camarade d'atelier dont le cadavre troué de balles était encore devant leurs yeux, les aveuglait; selon une expression populaire, mais caractéristique, ils voyaient rouge, et ce qui, pour des esprits rassis, à distance, apparaît et ne peut qu'apparaître que comme une tache de sang, se présentait à eux comme une représaille, je ne dirai pas légitime, mais naturelle.

De là ce fait — rapporté par tous les historiens de cette époque et qu'on ne saurait s'expliquer autrement — que c'était parmi les fédérés à qui ferait partie du peloton d'exécution! Tous avaient le meurtre d'un des leurs à venger.

A propos de ces six exécutions de la Roquette, qui devaient être suivies, le 25 et le 26, de 62 autres, le *Figaro* et autres agents provocateurs de fusillades sommaires n'ont pas craint d'évoquer les massacres de Septembre 1793. Mais pour qui est capable d'un jugement droit, quelle différence entre ces deux ordres de faits, non seulement au point de vue du

générale, un : il combat sur tous les terrains pour délivrer le prolétariat et, par lui, la société humaine toute entière de l'esclavage économique, politique et intellectuel qu'engendre le régime capitaliste.

Tous les comptes-rendus officiels ne nous sont pas encore parvenus. Mais nous en savons assez pour pouvoir dès maintenant souligner quelques traits communs à toutes les sections de l'Internationale réunies dans leurs congrès annuels. Les voici : 1° Les forces socialistes grandissent partout. Notre cause fait partout des progrès considérables ; 2° Les forces socialistes se concentrent. La tendance vers l'unité s'accroît même dans les pays où les divisions paraissent indéracinables ; 3° Le sentiment révolutionnaire de la lutte de classe s'affirme de plus en plus. La droite du socialisme recule. La gauche avance — sauf quelques exceptions, comme en Hollande. Mais procédons par ordre et saluons d'abord notre proche voisine, la vaillante Belgique.

### I. — En Belgique

*Etat des forces.* — Plus de 50 nouveaux groupes ont été admis en 1907. La division du travail a été établie dans le parti par une série de fédérations, commissions syndicales, conseillers communaux, jeunes gardes, associations de femmes socialistes, etc. En même temps, une tendance s'affirme vers l'unification de l'activité du parti, vers la propagande par une organisation plus méthodique, plus systématique, mieux ordonnée et disposant de ressources plus élevées. (Maës, le secrétaire du Parti). De 143.000 francs en 1906, le revenu de la caisse du Parti passe en 1907 à la somme rondelette de **174.000 francs**. En France, les recettes du Parti constatées au congrès de Nancy pour la période du 30 septembre 1906 au 30 juin 1907 ne se chiffraient que par **78.514 francs**. Le mouvement syndical, en plein accord avec le parti, a grandi. Le Parti possède 900 élus communaux dont 115 échevins.

*Problèmes tactiques.* — En Belgique, on ne peut pas voter par procuration, et les absences des députés sont remarquées. Aussi, bien des camarades se plaignent du peu d'assiduité de quelques mandataires. Une discussion intéressante s'engage. On demande que la liste des députés présents paraisse dans « le Peuple ».

« L'activité parlementaire, dit un camarade, doit être davantage contrôlée — comme en Allemagne. Ce ne sont pas les députés socialistes qui doivent avoir l'air de conduire le Parti ouvrier, c'est le Parti ouvrier qui doit effectivement conduire les députés socialistes ». Le congrès applaudit. On observe aussi que l'activité parlementaire doit être plus méthodique, **utilisant les facultés de chacun**. Notre ami Volkaert remarque avec esprit que l'idéal n'est pas l'acte de présence perpétuelle et que « le milieu parlementaire n'est pas toujours amusant ». Il est pourtant vrai que les mandants prolétaires ne s'amuse pas à l'usine non plus. Et à l'usine législative, on travaille moins pour un salaire plus grand.

On vote, sur la proposition de Vandervelde, une résolution qui fait un appel général à l'assiduité des députés et s'en remettant aux fédérations pour recevoir trimestriellement la liste des présences de leurs députés.

Plus important le débat sur l'annexion du Congo. La Belgique a le bonheur de posséder un roi fétard qui maltraite ses filles et entretient *royalement* ses maîtresses. Il lui faut donc de l'argent, beaucoup d'argent.

La Belgique paye sa liste civile. Au grand empire de Congo, en Afrique, les nègres qui lui appartiennent se tuent — et on les tue — pour extraire de l'or pour Léopold. Tout cela ne lui suffit pas. Il a imaginé de céder, pour la bagatelle de cent millions, à son propre pays son fond de commerce au Congo. Le roi aime son peuple, mais il aime encore davantage ses maîtresses et son argent. Le prolétariat belge organisé est unanime à repousser ce *truc* royal. Pourtant notre camarade Vandervelde hésite — pour des raisons humanitaires. Il est, lui aussi, anticolonial, mais il se dit : le Congo est quasi annexé à la Belgique. Si l'on met à la place de la domination barbare du Cléopold, l'administration de l'Etat belge contrôlée par le parlement où siègent 30 socialistes, les nègres de l'Afrique ne pourront qu'y gagner. Les nègres blancs du prolétariat belge, qui ne veulent pas être maltraités, eux non plus, ne se sont pas rendus aux raisons de Vandervelde.

Celui-ci, en bon socialiste discipliné, a déclaré qu'il repousserait le traité d'annexion, qui se discute en ce moment à la Chambre, mais qu'il ne pouvait renoncer à ses convictions.

Cette déclaration créa une situation très délicate, et pour le parti, et pour Vandervelde, qui est l'un des militants les plus aimés et les plus estimés, occupant dans le parti, grâce à son talent et à son activité, un premier rôle. La discussion qui eut lieu dans le congrès à ce sujet fut toute à l'honneur et du parti et de Vandervelde. C'est franchement, sans réticences, en camarades qu'on s'expliqua. Quelques délégués proposèrent à Vandervelde de démissionner, non du parti mais de la Chambre, puisque ses convictions personnelles ne s'accordaient pas, sur cette question, avec l'opinion qui a prévalu dans le parti. Vandervelde accepta cette solution, pour le cas où il serait mis dans la nécessité d'émettre un vote contraire aux décisions du Parti. Ainsi, il témoigna qu'il ne désirait nullement se soustraire à la discipline commune.

Dans la lutte contre les « congophiles », le parti socialiste a déjà remporté une première victoire. Par une menace d'obstruction, il a obligé la Chambre à remettre le vote du traité d'annexion jusqu'après les nouvelles élections législatives qui auront lieu en mai. Il est à noter que le Parti ouvrier Belge, dans son immense majorité, repousse avec horreur la politique coloniale, politique de barbarie et de honteuse exploitation des indigènes. L'opinion de Vandervelde, qui semble divergente, ne concerne qu'un cas spécial. Elle se rapporte à une situation

de fait. Elle ne dépasse pas les limites du Congo.

### II. — En Hongrie

*Etat des forces.* — Le compte-rendu fait au congrès de cette année, qui se tient à Budapest, constate la lutte persistante pour la conquête du Suffrage universel. Des milliers de réunions furent tenues, de nombreuses démonstrations eurent lieu, dont celle du 10 octobre fut la plus grandiose. Le gouvernement propose, comme compromis, le vote plural. Le prolétariat le repousse. Le Parti possède, tout à lui, un quotidien « *Nepszava* », et un organe scientifique « *Le Socialisme* » — salut à notre homonyme ! — un organe en Allemand paraissant deux fois par semaine. Des circulaires furent répandues, chacune en 100.000 et 200.000 exemplaires.

Les organisations des ouvriers agricoles se sont particulièrement développées. *L'Union des ouvriers agricoles* qui en 1905 comptait 814 membres, groupait en juin 1907 le nombre considérable de 72.562 ouvriers en 577 localités. C'est alors que commençaient les persécutions gouvernementales. Des centaines de groupes furent dissous. Le bilan de la répression : 6.741 jours de prison, une trentaine de mille de couronnes de dommages-intérêts. Les syndicats ont subi le même sort. On aurait dit que le gouvernement tenait à persuader toute la classe ouvrière de la nécessité absolue qu'il y a pour elle de conquérir des libertés politiques. Les journaux syndicaux sont nombreux. Ils vendent 150.800 exemplaires.

### III. — En Angleterre.

Congrès du Parti social démocrate (ex-social démocrate Fédération) à Manchester. *Problèmes tactiques.*

On agite la question de l'Unité.

La déclaration socialiste du congrès du Hull (du Labor Party) et la publication des lettres de Marx à Sorge concernant la tactique de la *social démocrate Fédération* ont influencé un certain nombre de camarades qui ont de nouveau posé la question de l'Unité avec le Labor Party. La discussion fut passionnée. Le Labor Party a des sympathies socialistes, mais, comme organisation, elle n'est pas socialiste. Au moins, sa constitution ne l'est pas, ainsi que nombre de ses membres. Le socialisme du Labor Party est plutôt éclectique, tandis que nos amis de l'ex-social démocrate Fédération sont des marxistes, les « pelés et les galeux » d'outre-manche. Selon les agences bourgeoises, l'Unité fut décidée. Nous en donnerons les détails dans notre prochain numéro.

Le congrès de l'Indépendant Labor Party (pas confondre avec le Labor Party dont la force principale est l'adhésion des syndicats anglais).

*Etat des forces.* — Le nombre des groupes a passé de 545 en 1906 à 765 en 1907. Le revenu du Parti de 79.750 à 92.825 francs. La littérature du Parti a été vendue pour **116.575 francs**. (Les

nombre des victimes, mais encore et surtout au point de vue des événements qui les ont provoqués ! Lors de la Révolution bourgeoise de la fin du dernier siècle, l'ennemi pouvait menacer, mais n'avait pas frappé. Aucune des sauvages mesures de Brunswick n'avait pu être mise à exécution, et c'était, par suite, de sang-froid, gouvernementalement et préventivement, que les prisons furent vidées au profit de la fosse commune. En 1871, au contraire, lors de l'agonie de la Révolution prolétarienne, il y avait des semaines que les fédérés étaient massacrés ou jugés et en masse, lorsque l'exaspération transforma quelques-uns d'entre eux en massacreurs.

Et pourtant les journées de Septembre n'ont pas été longues à sortir de la région des « crimes » pour entrer dans celle des faits historiques, puisque, déjà sous les Bourbons restaurés, M. Thiers pouvait les rattacher à la victoire de Valmy, les mettre en première ligne des mesures libératrices du sol national, sans qu'il soit venu à personne l'idée d'y voir l'apologie d'un fait qualifié crime ou délit. Alors qu'aujourd'hui, trois ans après la disparition de l'Assemblée élue « dans un jour de malheur », c'est à peine s'il est permis d'invoquer, de ressusciter les horreurs de Paris, pris d'assaut par une armée française, pour expliquer comme quoi les Parisiens qui, couverts du sang des leurs, se portèrent aux extrémités que nous sommes les premiers à déplorer, n'étaient peut-être pas de vulgaires assassins,

ce que M. Le Royer appelle des « criminels de droit commun ».

Il n'en sera sans doute pas toujours ainsi ; un jour viendra — et plus prochainement que ne le voudraient bien des gens — où pour les actes révolutionnaires de 1871, l'histoire cessera d'être justiciable de la police correctionnelle, et où il sera possible de tout dire. Mais pour l'instant, il faut nous borner à constater trois choses :

La première, c'est que si la justice populaire de la Révolution se solde par *soixante-huit cadavres*, c'est par *vingt-cinq* ou *trente mille* que se chiffre la justice militaire de l'Ordre. « Les rues de Paris sont jonchées de leurs cadavres », écrivait le généralissime Thiers, qui n'avait soufflé mot — et pour cause — des cadavres qui jonchaient depuis longtemps la route de Versailles ;

La seconde, c'est que les exécutions communales des 23, 24, 25 et 26 mai avaient été précédées et provoquées par les exécutions versaillaises des 3, 4, 6, 8, 14, 16 et 25 avril, et des 1<sup>er</sup>, 5, 10, 13, 22 et 23 mai ;

La troisième, c'est que, contrairement à ces dernières, qui ont eu lieu par système, sur l'ordre exprès des « dirigeants » militaires et politiques de Versailles, les autres, celles de Paris, ont eu contre elles, ont rencontré en travers d'elles, la protestation et les poitrines de ce qui pouvait rester de la Commune.

Ce qui est peu incontestablement — en comparaison de ce qui pourra s'écrire un jour — mais ce qui — nous l'espérons du moins — paraîtra suffisant à beaucoup.

Après les exécutions, — les incendies ; ces incendies qui, considérablement augmentés par les dépêches thieristes, ont pu reporter un moment la pensée départementale à ces paroles célèbres (qualifiées d'héroïques par tous les historiens) de la commune de Gand à ses derniers défenseurs : « Allez, et si vous ne revenez pas ou que vous reveniez déconfits nous boutrons le feu partout ! » mais qui, en dernière analyse, se réduisent à peu de chose si l'on considère, comme il convient, qu'ils sont loin de revenir tous aux communalistes, et qu'ils représentent trois espèces, trois catégories différentes :

Il y a eu les incendies voulus, prémédités et ordonnés, non pas par la Commune, emportée dans la bataille, mais par certains membres de cette commune dispersée ;

Il y eu ensuite les incendies que j'appellerai stratégiques, nécessités par la défense ;

Il y a eu enfin les incendies allumés par les fusées incendiaires et les boulets rouges de M. de Mac-Mahon, et ceux — absolument privés — dont tous les Prieur de la Combe sont loin d'avoir été découverts.

(A suivre)

Jules GUESDE

recettes de la librairie du Parti socialiste en France pour la période d'octobre 1906 à fin juin 1907 est de 9.820 francs).

Une résolution est proposée protestant contre l'alliance anglo-russe qui « favorise la tyrannie du tsarisme, la suppression de toute représentation nationale et la torture de nos camarades russes ». Une autre proteste contre l'augmentation de la flotte. Elle exprime l'espoir que les camarades anglais du parlement anglais, seront d'accord avec les camarades allemands du Reichstag pour repousser les crédits demandés à cette fin. Une autre exprime sa sympathie avec les camarades belges luttant contre l'exploitation des nègres au Congo.

D'autres résolutions sont proposées : pour le droit au travail, pour les cantines scolaires et l'accès des enfants des ouvriers aux écoles secondaires, pour la municipalisation du sol, contre le *sweating system*, pour le socialisme municipal.

Ces résolutions caractérisent l'esprit et l'activité de l'Indépendant Labor Party qui adhéra, dès le début, au Labor Party. Son leader s'appelle Keir Hardy. Son organe central porte le titre Labor Leader.

#### IV. — En Hollande.

*L'Etat des forces.* — Les syndicats, qui sont en complet accord avec le Parti socialiste, groupent 30.000 membres. Le Parti a augmenté le nombre de ses membres de 7.471 en 1906 à 8.423 en 1907.

*Problèmes tactiques.* — Les réformistes ont la majorité, ayant à leur tête des hommes de valeur : Troëlstra et von Fliegen. La minorité marxiste compte parmi ses meilleurs militants notre amie H. Roland Holst qui rédige avec ses amis un organe scientifique « La Nouvelle Ère » et un hebdomadaire « La Tribune ». La majorité s'allie, dans les élections, avec les démocrates, cherche à gagner les ouvriers chrétiens par des revendications purement économiques. La minorité marxiste est très remuante et, grâce à ses théoriciens de premier ordre (H. Roland Holst, Van Goes, Pannekoek et autres) dont l'influence scientifique dépasse les limites nationales, elle a fait, depuis le congrès de Haarlem, des progrès appréciables. Nous espérons que leurs camarades réformistes, après avoir passé par l'épreuve du possibilisme, rejoindront la bannière du socialisme révolutionnaire. C'est seulement ainsi qu'ils battront à la fois et les anarchistes, les amis de Domela, qui les injurient, et les capitalistes, qui les exploitent — économiquement et politiquement. Le socialisme révolutionnaire aura partout le dernier mot. Car il a pour lui les antagonismes irréductibles du régime capitaliste. Le Parti socialiste seul voudra — et pourra — accomplir des réformes sérieuses qui ouvriront la route à la révolution sociale, notre but suprême.

Ch. R.

## LES VIGNERONS DE BRETAGNE

Dans un précédent numéro, nous avons laissé nos vignerons complanteurs au moment où ils sortaient de faire leur deuxième réunion; ils ont continué leur campagne. Le 22 mars, malgré le vent qui soufflait en tempête et la pluie qui tombait drue, ils se sont trouvés plus de 500 à Mouzillon; le 5 avril ils étaient 500 au Loroux-Bottreau, et plus de cent ont dû s'en retourner faute de place dans la salle; le même jour, dans l'après-midi, ils étaient 600 au Landreau.

Dans ces diverses réunions, ils ont approuvé le projet de pétition préparé par l'Union du Syndicat de Colons dans laquelle ils demandent l'affranchissement de leurs complants; cette pétition se couvre de signature en ce moment.

Rien ne prouve mieux l'antagonisme de classe qui existe entre propriétaires et paysans que cette lutte soutenue avec tant d'apreté par les premiers et tant de courage par les vignerons bretons.

Rien ne prouve mieux aussi combien le régime actuel est hostile aux travailleurs ruraux et contraire à leurs intérêts; ils ne sont pas logés à meilleure enseigne que les ouvriers de l'industrie.

Prenons des exemples :

Un vigneron complanteur possesseur d'une *hommée* de vigne à devoir le quart ou complant a négligé sa vigne et occasionné de ce fait une perte de dix pour cent sur la recette.

Une *hommée* de vigne, égale à la vingtième partie d'un hectare, rapporte en moyenne deux hectolitres de vin, valant également en moyenne cinquante francs nu à la récolte. Le colon a donc fait éprouver une perte de cinq francs à sa vigne et comme il en revient le quart à son propriétaire, celui-ci a éprouvé une perte de un franc vingt-cinq centimes.

Le propriétaire, furieux d'une aussi grosse perte, poursuit son colon devant le juge de paix, parfois devant le tribunal civil et il obtient — assez facilement — l'exponse, autrement dit l'expulsion de son colon. Il devient donc possesseur de la vigne du colon, celle-ci valait en moyenne 50 francs l'*hommée* avant sa replantation qui a coûté 150 francs, soit en tout deux cents francs.

Le propriétaire gagne 200 francs et perd 1 fr. 25, différence à son profit 198 fr. 75 centimes. On comprend que certains propriétaires cherchent des querelles de Normands à leurs colons.

Les balances de la justice bourgeoise sont folles.

Autre exemple : Quand la vigne a été détruite par le phylloxéra, le prix du sol était tombé à celui des terrains labourables ordinaires, soit 2.000 fr. l'hectare — 100 francs l'*hommée*. Depuis la reconstitution, les bonnes vignes valent facilement 6.000 fr. l'hectare, 300 fr. l'*hommée* : qui a produit cette plus-value de 300 0/0 en quelques années si ce n'est le colon puisque c'est lui qui a fait tous les frais de la replantation ?

La loi bourgeoise, braquée contre le travail, ne peut faire autrement que de donner gain de cause au propriétaire et attribuer à celui-ci non-seulement l'intégralité de cette plus-value mais même le pauvre petit patrimoine du colon, à la moindre contestation sur la culture.

Les anciens seigneurs avaient donné la terre aux paysans à la condition de recevoir à la récolte le quart de la vendange; la bourgeoisie procédurière, avec son armée d'huissiers, d'avoués, d'avocats et autres robins, la lui enlève après des siècles de travail. Ce sont pourtant les générations de vignerons qui se sont succédées sur la terre et l'ont fécondée de leur sueur, qui en ont créé la valeur.

D'autres réunions vont suivre et nous tiendrons les lecteurs du *Socialisme* au courant de cette très intéressante campagne.

C. B.



## Les Retraites OUVRIÈRES ET PAYSANNES par le Monopole de l'Assurance

Les sociétés assurances-vie ne présentent pas leurs bilans avec les mêmes rubriques ni sous la même forme que les sociétés-incendie. Elles portent les bénéfices annuels sur chacune des formes du contrat. Afin de faciliter la lecture et les déductions que j'ai à tirer de ces chiffres, j'ai additionné, pour chaque compagnie, les bénéfices divers annoncés : sur les assurances avec participations, vie entière, mixtes, termes-fixes, combinées, temporaire, capitaux différés, capitaux de survie.

Bilans de 1903. — Assurances-Vie

### Société Abeille-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	408.021
Frais généraux . . . . .	322.583
Commissions diverses . . . . .	408.641
Dividendes . . . . .	110.000
Réserves capitalisées . . . . .	24.728.550

### Aigle-Vie

Bénéfices annuels . . . . .	284.257
Frais généraux . . . . .	316.289
Commissions . . . . .	222.528
Dividendes . . . . .	36.000
Réserves capitalisées . . . . .	24.557.636

### Assurances générales-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	5.748.977
Frais généraux . . . . .	2.912.794
Commissions diverses . . . . .	2.841.815
Dividendes . . . . .	5.200.009
Réserves capitalisées . . . . .	758.753.813

### Monde-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	256.600
Frais généraux . . . . .	244.682
Commissions diverses . . . . .	231.605
Dividendes . . . . .	100.000
Réserves capitalisées . . . . .	26.989.317

### Confiance-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	309.084
Frais généraux . . . . .	317.659
Commissions diverses . . . . .	232.128
Dividendes . . . . .	39.000
Réserves capitalisées . . . . .	22.127.188

### France-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	576.875
Frais généraux . . . . .	331.152
Commissions diverses . . . . .	499.186
Dividendes . . . . .	200.000
Réserves capitalisées . . . . .	61.453.182

### Foncière-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	720.139
Frais généraux . . . . .	267.898
Commissions diverses . . . . .	198.520
Dividendes . . . . .	200.000
Réserves capitalisées . . . . .	31.319.851

### Phénix-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	2.279.507
Frais généraux . . . . .	1.733.512
Commissions diverses . . . . .	2.147.243
Dividendes . . . . .	1.080.000
Réserves capitalisées . . . . .	148.571.410

### Nationale-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	4.039.614
Frais généraux . . . . .	2.223.034
Commissions . . . . .	2.190.113
Dividendes . . . . .	3.600.000
Réserves capitalisées . . . . .	464.605.189

### Nord-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	168.842
Frais généraux . . . . .	149.828
Commissions . . . . .	80.786
Dividendes . . . . .	54.000
Réserves capitalisées . . . . .	13.264.171

### Providence-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	46.569
Frais généraux . . . . .	244.857
Commissions . . . . .	191.000
Dividendes . . . . .	néant
Réserves capitalisées . . . . .	17.675.193

### Caisse Paternelle-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	254.498
Frais généraux . . . . .	373.503
Commissions diverses . . . . .	334.855
Dividendes . . . . .	100.000
Réserves capitalisées . . . . .	28.236.631

### Soleil-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	225.196
Frais généraux . . . . .	377.726
Commissions diverses . . . . .	343.676
Dividendes . . . . .	120.000
Réserves capitalisées . . . . .	30.373.698

### Union-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	636.581
Frais généraux . . . . .	943.595
Commissions diverses . . . . .	958.839
Dividendes . . . . .	400.000
Réserves capitalisées . . . . .	125.989.035

### Urbaine-Vie

Bénéfices de l'année . . . . .	581.498
Frais généraux . . . . .	1.643.941
Commissions diverses . . . . .	1.637.189
Dividendes . . . . .	376.280
Réserves capitalisées . . . . .	100.320.905

Dans les tableaux ci-dessus, la rubrique bénéfices signifie bénéfices disponibles après prélèvement des frais d'intermédiaires et d'exploitation.

Nous donnerons ensuite quelques détails sur les frais divers qui montreront aux lecteurs le gaspillage de forces que le système capitaliste entraîne avec lui.

En dehors de ces prélèvements sur les recettes, il y a les réserves à constituer par une retenue annuelle: c'est ce qui explique l'énorme différence entre certaines rubriques.

De ces bilans, il résulte qu'en 1903, pour quinze compagnies d'assurances sur la vie, l'actif placé en valeurs ou en immeubles était de : 1.878.965.840 francs ;

Que chaque année, ces quinze sociétés accusent : 24.952.077 francs dépensés en frais et commissions ;

Que chaque année, les actionnaires se partagent : 12.006.282 francs.

Depuis que ces bilans de 1903 ont été dressés, cette source de revenus, cette capitalisation, ces dépenses parasitaires augmentent chaque année.

Le nombre des ouvriers et paysans qui descendent au tombeau avec l'inquiétude et la misère augmente aussi.

Vincent CARLIER



## STATISTIQUES

\*\*\*\*\*

Pendant le mois de mai dernier, l'impôt *doublé* sur les opérations de Bourse a produit 133.000 fr. de moins que l'impôt *simple* du mois de mars 1907 (868.500 fr. au lieu de 1.001.500 fr.)

D'après le *Manchester Guardian*, l'accroissement des broches en Angleterre pendant l'année 1907 a été de 2.765.532, portant le nombre total à 55.218.024 au lieu de 45.195.641 en 1904. Il y a, en outre, 25 filatures nouvelles en montage, qui contiendront environ 3 millions de broches.

Quant aux métiers, l'accroissement de leur nombre en 1907 a été de 13.432; le total est actuellement de 736.325 contre 653.120 en 1904.

Il y a vingt ans, la filature anglaise comptait 41 millions de broches et le tissage 550.000 métiers.

Les centres industriels principaux sont, pour la filature, Oldham avec 15.500.000 broches, et, pour le tissage, Burnley avec 99.000 métiers.

D'après la *Réforme Economique*, on a constaté en France en 1907 une augmentation de 2 milliards d'allumettes consommées par comparaison avec 1906. De ce fait, les recettes de la Régie ont augmenté de un million sept cent vingt quatre mille francs. Chaque français a usé l'an dernier, en moyenne, 1.058 allumettes. Le bénéfice donné par le monopole des allumettes s'est élevé à 27.697.504 francs.

Quant au bénéfice du monopole des tabacs, il a dépassé de 6 millions le chiffre de 1906 et s'est élevé, en 1907, à 377 millions.

Chaque français a dépensé, en moyenne, 12 fr. 66 pour son tabac, donnant à l'Etat un bénéfice de 11 fr. 66 soit 92 0/0.

Le Bulletin de Statistique et de législation comparée publié par l'Imprimerie Nationale (mars 1908) fournit le tableau des produits des contributions indirectes pour l'année 1907 :

Les droits perçus sur les boissons sont de . . . . .	Fr.	412.272.791
Les impôts sur produits divers (sucre, sels, huiles, bougies, dynamite, etc) sont de . . . . .		172.701.341
Les taxes diverses (chemins de fer, vélocipèdes, licences, droits de timbre, amendes, etc.) sont de . . . . .		138.135.647
Les produits des monopoles (tabacs, allumettes, poudres, cartes) sont de . . . . .		529.739.658
Total des produits . . . . .	Fr.	1.252.849.439

Il n'est pas superflu de répéter ce que nous avons maintes fois fait observer au cours de la propagande socialiste, à savoir que ce *milliard et demi d'impôts indirects* ne serait nullement remplacé par l'impôt sur le revenu, au cas — bien improbable — où l'un des projets y relatif arriverait à être réalité, tous les projets d'impôt sur le revenu ne portant que sur le remplacement des *contributions directes*.

# L'Action Sociale

## A L'INTÉRIEUR

\*\*\*\*\*

### La Crise gantière

Nous avons relaté chacune des étapes de cette crise, qui sévit non seulement en France mais aussi à l'étranger.

Elle est malheureusement loin de s'améliorer.

A Millau, la situation s'est encore aggravée; il n'y a plus maintenant que 200 ouvriers, sur 1.200, qui travaillent à peu près. Les autres gagnent, lorsqu'ils ne sont pas complètement sur le pavé, de 5 à 10 francs par quinzaine. L'inspecteur d'administration, envoyé pour enquêter, a pu évaluer, tant dans la ganterie que dans la tannerie, le nombre des chômeurs à 6.000, sur une population de 18.000 habitants.

A Grenoble, le chômage augmente encore. Il n'y a, dit-on, que 3 ou 400 ouvriers qui travaillent.

A Saint-Junien, on ne travaille plus que quelques heures par jour. Plus de 50 0/0 des ouvriers ne font rien du tout.

D'autre part, on vient de se livrer à une enquête sur la crise et ses causes en Bohême.

Il en résulte que le nombre des chômeurs à Prague et dans toute la Bohême, ainsi que dans les autres parties de l'Autriche-Hongrie, ne diminue pas et qu'aucune amélioration n'est en perspective.

Les patrons estiment que la crise est due au "Dingley bill" qui a établi des droits prohibitifs sur les gants en Amérique. Ils reconnaissent aussi que la concurrence des gants en tissus leur a porté un coup funeste, grâce au bon marché qu'elle réalise.

D'autre part, on a voulu produire le gant de peau à des prix très inférieurs et on a jeté sur le marché des marchandises de qualité tellement mauvaise qu'elles ont éloigné les acheteurs. Ajoutons à cela que les ouvriers étant très peu payés, les produits étaient par compensation très peu soignés.

Aux industriels qui réclament l'ouverture d'écoles professionnelles pour ouvriers, les ouvriers répondent que c'est plutôt pour le patronat qu'il conviendrait d'en créer.

La plupart des patrons n'ont aucune connaissance du métier. Ils demandent, par exemple, à leurs ouvriers de tirer neuf gants dans une peau qui n'en peut faire que six.

Les stocks accumulés dans les dépôts aggravent encore la crise.

Concurrence, surproduction, produits inférieurs, misère pour les uns, ruine pour les autres, c'est toute la lyre de la production capitaliste que nous retrouvons dans cette crise. Il éclate tellement aux yeux de tous que l'anarchie dans la production est la cause fondamentale du mal, que les industriels, interrogés sur les remèdes possibles, n'ont trouvé que la création d'une association des industriels qui réglementerait la production et surveillerait les qualités mises en vente. Ainsi, sans doute, on s'acheminerait vers le trust de la ganterie de peau.

Nous aussi, nous réclamons la réglementation de la production, non pas seulement pour la ganterie, mais pour toutes les branches de l'industrie capitaliste. Notre solution diffère de celle des industriels en ce que nous entendons en éliminer les parasites du capitalisme qui vivent de la production tout en y restant étrangers.

### Action politique patronale

Si certains prolétaires, fort rares d'ailleurs, affectent de mépriser l'action politique, les patrons, eux, ne poussent pas la naïveté jusque là. C'est ainsi que, sous les auspices de la Confédération générale de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, les commerçants parisiens représentés par les délégués des syndicats patronaux, ont tenu au Trocadéro une réunion préparatoire aux Elections Municipales.

Etaient représentés: les cavistes, l'épicerie, les marchands de vin, commerce au détail et boissons, fédération des débitants de France, commerce en gros des vins, débitants et liquoristes, charcuterie française, commerçants-détaillants, fédération des transports, boucherie, fédération nationale du bâtiment, etc., etc.

Après discussion on s'est trouvé unanime pour affirmer que le "devoir impérieux" des commerçants était de ne porter leurs suffrages que sur les candidats anti-collectivistes.

La majorité de ceux qui ont voté cet ordre du jour, se compose sans doute de gros patrons, mais il y a certainement parmi eux des petits commerçants que la ruine menace et que la concurrence écrasera demain.

Rejetés à leur tour dans le prolétariat, il ne leur restera comme suprême espérance que ce socialisme que, par ignorance, ils honnissent aujourd'hui.

Mais quelle leçon de classe les patrons donnent aux prolétaires. « Les socialistes, voilà l'ennemi des exploités », disent-ils. Si les prolétaires sont tant soit peu intelligents, ils devront en conclure: "Le socialisme, voilà le défenseur des exploités" et leur devoir impérieux sera de voter pour lui.

### Action politique corporative

Le citoyen Pataud, Secrétaire du Syndicat des Electriciens de la Seine (classé dans les organisations syndicalistes révolutionnaires anti-voldardes), est candidat aux élections municipales dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris contre M. Roussel, qui fut rapporteur de la question du renouvellement de la concession d'électricité de la Ville de Paris.

### Le Premier Mai

A l'occasion du 1<sup>er</sup> Mai, la *Fédération Nationale du Textile* lance le manifeste suivant :

Le 1<sup>er</sup> Mai approche! Cette date, chaque année, doit trouver les prolétaires unanimement d'accord pour formuler leurs revendications et leur foi dans la possibilité d'une société où le droit à la vie et au bonheur pour tous pourront enfin exister.

Afin d'ancrer cet idéal dans les esprits "l'Ouvrier Textile" paraîtra illustré d'un cliché symbolique.

Nous invitons tous les syndicats fédérés à faire valoir les revendications décidées dans nos congrès.

Il y a d'abord la loi de 1850 qui, appliquée comme nous l'avons maintes fois exposée, mettrait à l'abri des rapines capitalistes les ouvriers tisseurs, fileurs et autres. Pour cela, nous recommandons partout de réclamer les mesures contenues dans la protestation que nous avons adressée à l'*Office du Travail*, au sujet de l'enquête sur la dite loi, que nous avons publiée dans le numéro de l'*Ouvrier Textile* de Mars.

Il faut aussi revendiquer: la suppression des primes; du travail aux pièces; le maintien stricte de la journée de 10 heures étendue à tous et la réduction internationale de la journée à 8 heures; le maintien du libre choix du médecin pour les accidentés du travail; l'établissement de la "Semaine Anglaise".

Toutes ces revendications sont d'une importance capitale. Il faut agir, soit par des réunions publiques ou privées, fêtes familiales, ordres du jour, meetings, démarches aux pouvoirs publics, manifestations sur la voie publique, peu importe le moyen, pourvu qu'il porte et fasse valoir nos desiderata. Tous à l'œuvre, tous debout le 1<sup>er</sup> Mai!

### Un nouveau truc « Radical »

Un camarade nous informe d'un nouveau procédé que les radicaux de la commune de Gisors (Eure) viennent d'inaugurer à propos des élections municipales.

Voici comment pratiquent ces fameux républicains :

Ils font pression sur le patron qui occupe des membres du Comité socialiste. Afin de l'amener à leur donner congé. Le patron a soin de faire comprendre — sans trop insister — que la cause du renvoi est leur affiliation au socialisme.

Le lendemain de la mise à la porte, un des radicaux influents va trouver le camarade congédié et lui propose ses bons offices pour le faire réintégrer dans un emploi plus avantageux — et dans le même établissement — mais... à une condition: c'est qu'il donnera sa démission du Groupe d'études sociales.

Cet inqualifiable procédé a malheureusement réussi quelque fois. Il est connu dans le pays où on l'appelle le « Truc Duchêne », du nom de son inventeur.

O liberté, égalité et fraternité républicaine!

### Une élection

L'élection du Conseil d'arrondissement qui a eu lieu dimanche dernier à Roubaix pour le Conseil d'arrondissement a donné 5.432 voix, à notre camarade Wattremez et 5.848 à M. Leblanc qui remplace un autre réactionnaire.

## La Presse Socialiste

De la "Voix du Social-démocrate", organe de la minorité de la Social-démocratie russe. Dans un article consacré à Karl Marx, notre ami Plékhanoff écrit entre autres :

« Marx dit avec raison (dans une lettre publiée par Sorge) : « Tout mouvement où la classe ouvrière combat comme classe, contre les classes dominantes et cherche à les forcer par une pression extérieure, est un mouvement politique. Par exemple, l'effort fait pour obtenir par la grève dans une seule fabrique ou même dans un seul atelier d'un seul capitaliste, la réduction des heures du travail, est un mouvement exclusivement économique. Tandis que l'action ayant pour but d'obtenir une loi réduisant la journée du travail à huit heures, etc., est un mouvement politique. Ainsi, des mouvements économiques isolés des ouvriers résulte un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de classe dans le but de faire valoir ses intérêts sous une forme générale, sous une forme de loi ayant une force coercitive sociale et généralisée.

« Les ouvriers français — poursuit Georges Plékhanoff — organisés en syndicats s'efforcent avec persistance à faire valoir leurs intérêts sous la forme de lois ayant une force socialement obligatoire. Leur fameuse Action directe a notamment ce but. Dans ce sens on peut dire, que l'influence sur les syndicats des syndicalistes « révolutionnaires » ne les empêchent nullement de s'occuper de politique, c'est-à-dire de nier en réalité le programme de Bakounine et des Bakounistes. Mais cette influence les empêche d'avoir la conscience de leur propre action sociale et politique, c'est-à-dire comprendre son but final. Et en tant qu'ils ne comprennent pas ce but final, ils reconnaissent le programme de Bakounine. Mais c'est le résultat de leur ignorance politique, et chaque pas qu'ils feront dans le développement de leur conscience politique sera en même temps un pas de plus vers la négation du bakounisme en général et du syndicalisme « révolutionnaire » en particulier.

« La lutte politique de chaque classe a sa logique. La logique de la lutte politique du prolétariat ne cédera pas aux coqs à l'âne (dans le texte : paralogisme) des théoriciens syndicalistes. « Le mouvement politique de la classe ouvrière a, naturellement, comme but la conquête du pouvoir politique (de la lettre de Marx, citée plus haut). » Les ouvriers subissant l'influence des syndicalistes ne comprennent pas cela.

« La conquête du pouvoir politique leur paraît comme une affaire, digne seulement des politiciens intéressés. « Mais comme ils sont obligés de faire appel au pouvoir politique pour la défense de leurs intérêts de classe, le refus de cette conquête a pour unique résultat le fait que le pouvoir reste dans les mains des politiciens défenseurs de l'ordre social existant. Plékhanoff démontre que « la logique » de la lutte prolétarienne conduira le prolétariat français à l'idée de la nécessité de la conquête du pouvoir français. « Et alors le programme de Bakounine perdra définitivement même sa valeur négative pour le développement du mouvement prolétarien, qu'il conserve, en attendant en France, grâce aux efforts énergiques des syndicalistes dits révolutionnaires et à l'état arriéré d'une partie du prolétariat ».

A propos de manifestes, René Nicod écrit dans l'Éclair de l'Ain :

De tous ces manifestes, le dernier en date, celui des amphibiens, est certainement le plus original. C'était immanquable puisqu'il est dirigé par des radicaux comme Pelletan et Buisson, aidés du socialiste indépendant Violette et de deux unifiés ondoyants, les citoyens Breton et Brousse.

Que disent, en somme, les signataires de cet appel aux électeurs républicains ? Que les socialistes et les radicaux, quoique n'ayant ni la même doctrine ni le même idéal doivent s'unir pour refouler la réaction. C'est très bien, messeigneurs, mais pourquoi diable vos amis radicaux du pouvoir, soutenus par vous, font-ils exactement le contraire ? Pourquoi s'unissent-ils avec le centre et la droite, c'est-à-dire avec les progressistes et les cléricaux, pour refouler le socialisme ?

Y a-t-il donc deux tactiques : l'une d'en haut, l'autre d'en bas ? L'une pour conserver le pouvoir et ses privilèges, l'autre pour payer savamment les suffrages des électeurs ? Il faudrait le dire nettement devant le corps électoral.

A propos du 1<sup>er</sup> mai *Le Peuple*, de Bruxelles, dit à ses lecteurs :

« Et vous aussi, frères de misère et de lutte, si vous voulez que le jour de la rédemption arrive pour vous, vous devrez être des croyants.

Laissez aux dernières générations désabusées des classes dirigeantes au déclin, le triste privilège des allures sceptiques ! Vous avez besoin, vous, de la fière exaltation qui inspire les probes efforts et les mâles courages : vous êtes ceux qui doivent marcher le cœur altier et le front haut, vers cette ère nouvelle où le pain quotidien, sollicité dans le Pater, n'appartiendra plus qu'à ceux qui l'auront conquis par leur labeur journalier.

Le premier mai, c'est la Pâque des travailleurs !

Roland, du *Peuple Suisse*, continuant ses réflexions sur la participation des socialistes au pouvoir bourgeois dont quelques camarades suisses sont, paraît-il, tentés de goûter, dit :

Revenons à Millerand. A quoi a servi au parti socialiste et à la classe ouvrière sa pénétration au sein du gouvernement de la République française ? Hélas ! Que de foudres ne s'est pas attiré sur lui le parti socialiste, et que de désillusions pour ce prolétariat français qui paraissait vraiment enthousiasmé du grand geste que venait de faire Waldeck-Rousseau en appelant un des nôtres pour la constitution de son ministère. Oui, c'est vrai, nous avons eu la satisfaction de voir s'ouvrir l'exposition universelle de Paris, en 1900, par le socialiste Millerand, mais nous avons aussi eu à constater les fusillades de grévistes à Fourmies et à Chalon, dont Millerand a dû supporter, comme tous les membres du Gouvernement d'alors, les tristes responsabilités. Et, bien entendu, ce n'est pas que sur la personnalité socialiste de Millerand que sont allés les critiques

et les anathèmes, mais aussi sur le parti socialiste, organisation politique du prolétariat.

Malgré que Viviani et Briand salissent encore le socialisme, nous avons au moins la grande satisfaction de déclarer qu'ils ne le font pas au nom d'une des sections du parti socialiste international, mais cela démontre encore une fois de plus les dangers de cette collaboration à un gouvernement bourgeois.

## LA PRESSE CORPORATIVE

De notre ami Debaisieux, dans l'*Union Syndicale*, organe officiel des syndicats ouvriers roubaisiens :

Il faut montrer aux prolétaires qu'ils n'obtiendront de résultats que s'ils sont capables de sacrifices qui, au fond, n'en seront pas, puisqu'ils leur seront rendus sous forme de solidarité. Et quel est celui d'entre nos syndiqués qui se refusera à augmenter ses versements à la caisse syndicale quand il saura que celle-ci lui viendra en aide dans les multiples accrocs de la vie des travailleurs !

Aidons donc à transformer la mentalité de nos camarades ! D'ailleurs celle-ci évoluera davantage à la suite des services que rendront à leurs associés les commissions de syndicats qui, créant de nouveaux rouages, permettront d'aider ceux des leurs qui seront dans la malchance.

Si nous sentons la nécessité de réunir nos forces pour essayer de lutter contre la servitude patronale, si nous éprouvons le besoin de grouper notre solidarité d'intérêts, pourquoi ne nous solidariserions-nous pas contre certaines vicissitudes résultant de l'exploitation capitaliste ?

## ANNONCES COMMERCIALES

Tarif : 0.75 la ligne — Forfaits pour 3 et 6 mois et un an

### ASSURANCES contre L'INCENDIE A. M.

Remises annuelles de 30 à 40 0/0

SUR LE TARIF DES COMPAGNIES PAR ACTIONS

S'adresser 15, rue Visconti

### Imprimerie J.-E. WATELET aîné

69, Avenue d'Orléans, PARIS (14<sup>e</sup>)

Spécialité d'AFFICHES ÉLECTORALES à prix réduits

## \* HORLOGERIE \*

L. DUBOIS Fils

20, Rue de Rivoli, PARIS

Chronomètre "TORPILLEUR"

(Marque déposée) RÉGLAGE DE HAUTE PRÉCISION

Donnant un écart maximum de 4' par mois

CHRONOMÈTRES :

NICKEL, 38 FR. — ACIER, 40 FR. — ARGENT, 48 FR. — OR, 190 FR.

MONTRES :

NICKEL, 30 FR. — ACIER, 32 FR. — ARGENT, 42 FR. — OR, 150 FR.

Envoi franco aux abonnés du "SOCIALISME"

Grand choix d'Alliances en Or — Orfèvrerie

Réargenture — Pendules — Réveils — Cartels

L'Horlogerie est garantie 4 ans

## LES VIGNERONS LIBRES, Coopérative paysanne de production

Siège social et Cave collective de Vinification : MARAUSSAN

Vente vinicole directe par 297 producteurs co-associés

Opérations réalisées depuis 1902 : Hectolitres vendus : 183.438

Montant des Affaires : Quatre millions 340.567 francs

Les vins rouges, blancs ou rosés de la vaillante commune socialiste de MARAUSSAN ont acquis dans tous les milieux de consommation une légitime et grandissante réputation.

A qualité égale leurs prix défient toute concurrence

Pour renseignements ou échantillon, écrire soit au citoyen E. CATHALA, agent commercial des V.L.; 19, Rue de l'Embarcadère, Charenton (Seine), soit au Siège social, Maraussan (Hérault).

Pour avoir du **Café Délicieux**, commander à **M. CAMUS, 83, rue de Rambuteau, Paris**, qui envoie dans toute la France, franco port et emballage, contre mandat-poste, par colis-postaux de 2 k. 500 et 4 k. 500 un mélange Bourbon, Martinique, Moka et Salem, pour 12 fr. 50 les 2 k. 500, soit 2 fr. 50 le 1/2 kilo et 21 fr. 60 les 4 k. 500, soit 2 fr. 40 le 1/2 kil. Divisions en paquets de 250 et 500 grammes suivant la demande.

Bonification de 10 0/0 sur les prix ci-dessus en prenant ce café au magasin, 83, RUE DE RAMBUTEAU et en présentant une bande d'abonné du "SOCIALISME".

Le Gérant : MERCY.

Composé par un groupe d'ouvriers syndiqués.

PARIS. — Imprimerie J.-E. WATELET AÎNÉ, 69, Avenue d'Orléans.

